

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.48 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 83 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

ORGON

Comédie de HONORÉ DE BALZAC

I
 L'Orgon, dont, à l'occasion du centenaire de Balzac et grâce à l'initiative toujours en éveil de M. Jules Claretie, la Comédie-Française représente aujourd'hui le premier acte, devait, dans l'attente de son illustre auteur, servir de cadre à la revanche de Tartuffe et montrer sa victoire définitive dans la famille d'Orgon.

Cette idée géniale, bien digne du cerveau qui la conçut et du chef-d'œuvre qui l'inspira, doit, hélas ! demeurer toujours à l'état de projet, car il n'existe aucune trace des autres parties de l'ouvrage. Seul, le premier acte d'Orgon fut terminé, soigneusement revu et mis tout à fait au point pour la scène. Chose positive d'ailleurs, sa version rimée n'a jamais été poussée plus loin que ce magistral fragment.

Il nous est impossible de préciser à quel moment naquit chez Balzac l'intention de reprendre l'œuvre de Molière et de lui donner une suite. Rien dans ses papiers ne nous a fourni sur ce point le moindre détail. Une seule indication, malheureusement aussi vague qu'indirecte, nous est donnée par la distribution suivante des rôles, inscrite par l'auteur lui-même à côté des noms de ses principaux personnages :

ORGON

OMÉDIE EN CINQ ACTES

Personnages :

Mme Pernelle, mère d'Orgon	Mme Desmousseaux
Orgon	MM. Samson
Tartuffe	Provost
Elmire, femme d'Orgon	Mlle Mars
Damian, fils d'Orgon	Mlle Brohan
Marianne (fille d'Orgon)	Valère (maréchal de Marianne)
Cliandre (1)	Dorine (servante d'Orgon)
Laurent (servant de Tartuffe)	M. Régnier
Elipote (servant de Mme Pernelle)	

La représentation de retraite de Mlle Mars ayant été donnée le 31 mars 1841, et le début d'Orgon à la Comédie-Française s'étant effectué le 25 avril 1835, c'est évidemment entre 1835 et 1841 qu'il faut placer la première conception d'Orgon. Remarquons aussi qu'il ne saurait être ici question d'Augustine Brohan pour le rôle de Marianne, puisque, sans parler de la différence d'emploi, son début sur la scène ne se produisit qu'après le départ de Mlle Mars, c'est-à-dire le 19 mai 1841. Il s'agit donc de sa charmante mère, Suzanne Brohan, entrée en 1834 au Théâtre-Français, où son séjour fut de courte durée, car elle le quitta dès l'année suivante.

Voici, maintenant, les notes, par malheur non moins incomplètes et non moins sommaires, aussi, dont cette distribution est suivie. Leur transcription est absolument conforme au texte autographe.

ACTE PREMIER

Dorine et Damis. Une scène entre chaque enfant, d'un caractère différent. Une avec la femme, le beau-frère, Mme Pernelle.

ACTE II

Co....

ACTE III

Acte de Tartuffe.

ACTE IV

Acte de la révolte.

ACTE V

Règne de Tartuffe.

SUJET

Tous les ennemis du père de famille qui, ayant fait une faute, est tombé dans le mépris. Vieillesse abrévée de chagrins. La femme devient maîtresse, allant dans le monde avec sa fille. Le fils débauché. Le vieillard reste seul. Il n'a plus que sa mère. Ils regrettent à eux deux, Tartuffe. Ils font venir Laurent et s'enquerraient de Tartuffe.

Tartuffe résidait Orgon ; il lui dit que ses malheurs viennent de ce qu'il s'est laissé dominer trop, que le pouvoir du père de famille doit être absolu, qu'il est l'image de Dieu sur la terre, que la dissipation de sa femme vient de son irrégularité, qu'elle finira par....

II

Une des causes qui empêchèrent sans doute l'exécution de l'ouvrage, fut l'impossibilité, pour l'auteur, de l'écrire lui-même en vers. Jugement indispensable de donner à cette suite du Tartuffe une forme identique à celle employée par Molière, mais, en même temps, se rendant compte de sa propre infériorité en tant que versificateur, il songea d'abord, ainsi qu'on le verra plus loin, à demander ce travail à son ami Théophile Gautier. Mais celui-ci, écrasé sous le poids de son labeur quotidien, ne put accepter une aussi lourde tâche supplémentaire.

Alors le maître, toujours hanté par l'espoir d'éteindre ses dettes grâce à de brillants succès dramatiques, prit le parti de confier son plan d'Orgon à M.

Amédée Pommier, auteur de plusieurs volumes de vers qui ne sont pas sans mérite, et le chargea de versifier sa prose, sans en altérer le fond, tout en lui donnant cependant, par sa forme, l'apparence d'une sorte de pastiche du style de Molière.

De nos jours, sans doute, ce nom de Pommier n'éveille plus guère de souvenirs dans le grand public. Cependant, il survit encore dans la mémoire des lettrés, et quelques-uns de ses livres ont gardé, pour les bibliophiles tout au moins, une véritable valeur de curiosité. Pommier, — né à Lyon en 1804, mort à Paris en avril 1877, — était un écrivain original, un satirique supérieur, doué d'une verve prodigieuse, en même temps qu'un tout à fait remarquable ouvrier du vers. Mais il n'obtient jamais la réputation à laquelle il avait droit. La renommée de Victor Hugo, de Lamartine, de Musset, de Gautier, de Vigny, l'empêcha d'arriver au grand jour, car l'attention de la foule ne peut décidément se répandre à la fois sur plus d'une demi-douzaine de poètes. Et ce nombre est-il même jamais atteint ?

Le malheureux écrivain s'agitait donc au cours de cette infructueuse chasse au succès, et cela d'autant plus sensiblement qu'il avait conscience de sa réelle valeur.

On rencontre, en effet, dans ses ouvrages : *Crénies et dettes de cœur*, ces vers significatifs :

Si mes contemporains jusqu'au bout restent sourds,
 Si leur iniquité persiste et se refuse
 A payer le salaire au labeur de ma muse,
 Il reste l'avenir. Tôt ou tard surgira
 Un critique, un savant, qui me découvrira !

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

nistre des affaires étrangères, de faire la communication officielle d'une notification de l'ambassade d'Allemagne : le gouvernement allemand — ainsi que M. de Schwarzkoppen, qui l'affirmait sur l'honneur — déclarait n'avoir jamais eu de relations avec Dreyfus.

Henry répondit :
— Mais nous n'avons jamais soutenu que Dreyfus eût des relations directes avec les Allemands. C'était Panizzardi qui était l'intermédiaire.

Le général Goussier, entrant à ce moment dans le bureau, appuya les déclarations d'Henry ; ce qui lui valut cette réplique de M. Paléologue :

— Que faites-vous donc de la dépêche chiffrée de Panizzardi ?

Et alors Henry se fit troubler, d'ouvrir l'armoire de fer, et sinon de montrer, du moins de révéler son faux.

Le capitaine Guignot, qui a presque autant d'imagination que le commandant du Paly de Clam, ne s'en tint pas là. Il raconte qu'un agent K... aurait émis l'avis que les relations de Dreyfus avec A... (Schwarzkoppen) ont dû certainement avoir lieu par l'intermédiaire de cet ami résidant à l'étranger.

C'est toujours le même procédé. Le capitaine Guignot affirme par : « Certainement », mais introduit le doute par : « Ont dû ».

Et il continue par le récit de deux autres incidents non moins puérils. 1° Le domestique d'un agent aurait raconté, étant en traitement à l'hôpital de Nancy, que son patron avait des rapports avec Dreyfus. Mais ce domestique, un nommé Paumier, a démenti formellement cette histoire, et cela dès novembre 1898, où il fut interrogé par un « monsieur appartenant à la Préfecture de police » ; 2° « des personnes » avaient rencontré Dreyfus à Bruxelles. « Ces personnes », c'est seulement M. Longuey, qui a dit avoir vu Dreyfus déjeuner à la Taverne royale de Bruxelles. Mais il ne lui a pas parlé, et, dès lors, il a pu prendre une autre personne pour lui. D'ailleurs, la famille de Dreyfus ne sait rien d'un voyage que le capitaine aurait fait à Bruxelles, où il est permis d'aller, au surplus, sans que la trahison soit le but du voyage.

En résumé, d'après le capitaine Guignot, Dreyfus aurait eu des relations à Paris avec le colonel Panizzardi et M. de Schwarzkoppen, et à Bruxelles avec ce dernier, par l'intermédiaire d'un agent.

Mais où en est la preuve ? Il n'y a là que des affirmations audacieuses qui ne reposent que sur l'attribution du bordereau à Dreyfus.

Dreyfus aurait envoyé le bordereau par la poste ou par un agent.

Mais qu'en sait-on ? Et, lors même, avait-il besoin d'aller à Bruxelles ?

Dans ce cas, on ne connaît pas le mobile de la trahison, on n'établit pas non plus au profit de qui cette trahison a été commise.

M. le président général Laroche nous apprend, dans sa déposition, que le capitaine Freystatier a condamné Dreyfus pour la livraison des plans de forteresse de Nice, au colonel Panizzardi, qui l'état-major qualifie d'intermédiaire. Et c'est, en effet, ce mensonge qui fut fait, en chambre du Conseil, aux malheureux juges de 1894.

II

Dreyfus, quoique condamné, ayant continué à protester de son innocence, le général Mercier se résolut à lui envoyer une dernière fois le commandant du Paly de Clam, afin d'obtenir des aveux.

Ecoutez le général Mercier :
« Désireux de savoir quels documents avaient pu être transmis à l'étranger, je chargeai le commandant du Paly de Clam, le 31 décembre 1894, d'aller trouver Dreyfus et de lui dire que sa condamnation était un fait acquis, mais que l'application de la peine pouvait être mitigée — soit par le choix du lieu de la déportation, soit par ses relations avec sa famille — s'il consentait à révéler ce qu'il avait fait. Dreyfus n'a point voulu parler. Dreyfus ne voulait entrer dans aucune explication, et cependant il importait de savoir ce qu'il avait fait au point de vue du remaniement du plan de mobilisation dont on s'occupait alors ».

Dreyfus, le même jour, envoya à M. Demange une longue note, dont la date est incontestable, et dont nous ne reproduisons que ceci :
« Le commandant du Paly est venu aujourd'hui lundi 31 décembre 1894, à cinq heures et demie du soir, après le rejet du pouvoir, me demander de la part du ministre si je n'avais pas été peut-être la victime de mon imprudence, si je n'avais pas voulu simplement amercer, et qu'ensuite je m'étais trouvé entraîné dans un engrenage fatal ? Je lui ai répondu que je n'avais eu de relations avec aucun agent ni attaché d'une puissance étrangère, que je ne m'étais livré à aucun amercement, que j'étais innocent ».

Et en même temps Dreyfus écrivait au ministre de la guerre :

« J'ai reçu par votre ordre la visite du commandant du Paly de Clam auquel j'ai déclaré que j'étais innocent et que je n'avais pas commis la moindre imprudence. Je suis condamné, je n'ai aucune grâce à demander, mais, au nom de mon honneur qui, je l'espère, me sera rendu un jour, j'ai le devoir de vous prouver de vouloir bien poursuivre vos recherches. Moi parti, qu'on cherche toujours, c'est la seule grâce que je sollicite ».

Le 5 janvier 1895, à lieu la dégradation de Dreyfus. C'est au moment où cette lugubre cérémonie allait s'accomplir qu'il aurait fait ses prétendus aveux ?

Voici les propos que le capitaine Lebrun-Renaud rapporte dans sa déposition, comme lui ayant été tenus par Dreyfus :

« Je suis innocent, dans trois ans, on reconnaîtra mon innocence, le ministre le sait : le commandant du Paly de Clam est venu me voir, il y a quelques jours, dans ma cellule et m'a dit que le ministre le savait. Le ministre savait que si j'avais livré des documents à l'Allemagne ils étaient sans importance et que c'était pour en obtenir de plus importants ».

Mais à cela, que répond Dreyfus de la Guyane, le 8 janvier 1899 :

« Je n'ai pas prononcé ces paroles telles qu'elles sont relatées. J'ai dit ceci, ou à peu près, dans un monologue haché :
« Je suis innocent. Je vais crier mon innocence devant le peuple. Le ministre sait que je suis innocent. Il m'a envoyé le commandant du Paly de Clam pour me demander si j'avais livré quelques pièces sans importance pour en obtenir d'autres en échange. J'ai répondu : NON ; que je voulais toute la

lumière ; qu'avant deux ou trois ans mon innocence serait reconnue ».

Par la même occasion, devant la même Commission rogatoire, Dreyfus réfute formellement le récit du brigadier Depert qui, le 7 novembre 1898, s'est tout à coup souvenu que Dreyfus lui aurait dit le 5 janvier 1895 : « Pour être coupable, je suis coupable, mais je ne suis pas le seul ».

Je n'ai pas tenu ces propos qui sont ABSURDES, déclare Dreyfus, j'ai crié mon innocence partout. J'ignore si le directeur du Dépôt se trouve parmi les personnes qui m'ont entouré dans la journée.

Déjà, du reste, le récit du brigadier Depert avait été réduit à néant par une lettre du ministre de l'intérieur au ministre de la guerre, en date du 15 novembre 1898, et par la déposition de M. Durin, directeur du Dépôt.

Mais revenons au capitaine Lebrun-Renaud dont nous ne voulons pas mettre en cause la bonne foi. Cet officier, ignorant la démarche faite au nom du général Mercier par le commandant du Paly de Clam ; par conséquent, les propos tenus par Dreyfus, fort logiques pour ce dernier, devaient paraître inexplicables à son auditeur qui les entendit ou les rapporta fort inexactement.

La déformation des déclarations de Dreyfus, de la part du capitaine Lebrun-Renaud, ne saurait étonner les magistrats de la Cour de cassation qui, ayant l'habitude des enquêtes roulant sur la preuve testimoniale, ne s'arrêtent à de pareils témoignages.

En effet, que signifie cette déclaration de Dreyfus dans laquelle il reconnaît une culpabilité relative en proclamant son innocence ?

Il y a évidemment contradiction entre les différents propos qu'on lui prête. Au surplus, au retour de la parade d'exécution, aucun procès-verbal n'est dressé de ses aveux (?) et le capitaine Lebrun-Renaud inscrit sur son rapport officiel : Rien à signaler.

A de nombreux témoins, MM. Bayol, ancien gouverneur des colonies de Valles, juge d'instruction au tribunal de la Seine ; Hepp, Hérisson, V. Chapelet, commandant Forzinetti, il déclare que Dreyfus n'a fait aucun aveu.

Toutefois, il a dû rapporter certains propos auxquels il n'attachait pas d'importance, et alors arrivent le lieutenant-colonel Guérin, l'intendant Peyrolles, M. Druet, le capitaine Antoine qui, reproduisant les paroles tombées de la bouche de Lebrun-Renaud, les présentent à leur manière et leur donnent la forme d'un aveu définitif.

Aussi n'insisterons-nous ni sur la feuille bizarre extraite du carnet du capitaine Lebrun-Renaud, ni sur une prétendue lettre du général Goussier au général de Boisdeffre, du 6 janvier 1895, dont de Boisdeffre ne parle pas et que Goussier possède.

Un seul fait mérite d'être signalé : Si Dreyfus eût consenti à faire des aveux, le général Mercier s'engageait à mitiger la peine. Or, la peine a été terrible et a dépassé même, dans sa cruauté, ce que la loi lui permettait. La feuille signalétique de Dreyfus porte qu'il a refusé de faire des aveux, et doit être traité impitoyablement, comme un criminel endurci.

Est-il besoin de rappeler une fois de plus toutes les protestations d'innocence qui remplissent les lettres de Dreyfus, protestations d'une si pénétrente et douloureuse éloquence ? Est-il besoin de rappeler que tous les gardiens de prison qui ont eu affaire à lui : Palin, etc., ont été convaincus que cet homme, d'une attitude si simple et si fière, était la victime d'une lamentable erreur ?

Au surplus, le silence gardé par le capitaine Lebrun-Renaud devant le Président de la République et le président du Conseil n'est pas moins significatif. Sans doute, les préoccupations de MM. Casimir-Perier et Dupuy se portaient sur une autre question que celle des aveux ; mais si le capitaine Lebrun-Renaud avait reçu ces aveux, la chose eût été trop grave pour qu'il ne la mentionnât point, même subsidiairement, après s'être expliqué sur la question qui préoccupait principalement MM. Casimir-Perier et Dupuy et qu'il nous reste à exposer.

III

L'anxiété du président de la République et du président du Conseil avait pour cause une interview du capitaine Lebrun-Renaud que nous avions publiée, au lendemain de la dégradation de Dreyfus, et où il était dit que le bordereau provenait de la corbeille de l'ambassade d'Allemagne.

Or, le 6 janvier 1895, l'ambassadeur d'Allemagne, agissant au nom de son gouvernement, était allé trouver M. Casimir-Perier pour lui communiquer une dépêche qu'il avait reçue de M. de Hohenlohe au nom de l'Empereur.

Dans cette dépêche, déposée M. Casimir-Perier, on demandait au Président de la République, et personnellement à M. Casimir-Perier, pourquoi l'ambassade d'Allemagne se trouvait, dans les journaux, impliquée dans l'affaire Dreyfus ? Et si elle n'était pas, on réclamait un démenti formel.

Après avoir relu la dépêche, j'ai fait remarquer à l'ambassadeur d'Allemagne que sa démarche était quelque peu insolite ; que j'étais un chef d'Etat irresponsable, et que c'est avec le ministre responsable ou, en son absence, avec le président du Conseil, qu'il serait normal de traiter cette affaire ; mais qu'il était fait appel à ma loyauté d'homme privé ; que, dans ces conditions, ce n'était plus une affaire diplomatique à traiter, mais une question de loyauté qui m'était posée ; que ma réponse ne pouvait donc engager que l'homme privé ; et que, dans ces conditions, l'ambassadeur saurait tout.

J'ai dit alors que la pièce avait été trouvée à l'ambassade d'Allemagne. L'ambassadeur m'a répondu que cela ne lui paraissait pas possible ; qu'on y recevait assurément beaucoup de pièces, mais qu'aucune pièce importante ne pouvait se trouver dérobée.

Je lui ai répondu que, fort heureusement, nous ne jugions pas non plus la pièce importante ; que cette déclaration faite, ni le gouvernement, ni moi-même n'impliquions l'ambassade d'Allemagne dans cette affaire ; que rien n'établissait qu'elle avait sollicité la communication ; que nous ne la rendions pas plus responsable de ce qu'elle recevait que nous ne pouvions être responsables des papiers qu'on nous apportait ; mais qu'il lui suffisait d'être un homme d'honneur et d'être étranger un document qu'on croyait émaner d'un officier français pour établir la culpabilité de l'officier.

L'ambassadeur ayant insisté pour une note très catégorique dégageant l'ambassade, je lui ai fait remarquer que cette note ne devait pas viser l'ambassade d'Allemagne seule, mais toutes les autres ambassades et légations à Paris, qui pourraient se trouver d'autant plus visées qu'on ne dégageait qu'une

puissance ; que cette note, qu'il ne m'appartenait pas, mais qu'il appartenait au président du Conseil de rédiger, ne devait pas, selon moi, différer sensiblement de notes antérieures déjà publiées dans le même sens, car on rechercherait alors les divergences dans la forme et ce serait un nouvel aliment de discussions.

J'ai montré à l'ambassadeur une note parue, peu de jours avant, par les soins de l'Agence Havas, et j'exprimai la pensée que si le président du Conseil acceptait, en principe, une note, les termes devaient en être à peu près ceux de la note Havas.

Sur la demande de l'ambassadeur, je lui ai assuré un nouveau rendez-vous du président du Conseil, et, quelques jours plus tard, l'ambassadeur m'a fait dire que l'incident pouvait être considéré comme clos.

Précisons bien que, dans cette visite, l'ambassadeur d'Allemagne ne parle pas de Dreyfus, en ce sens qu'il ne s'occupe ni de sa culpabilité ni de son innocence. C'est simplement et énergiquement une question de principe qu'il agite, et il est, on doit le reconnaître, dans la vérité absolue.

En effet, les ambassades étrangères sont censées dépendre de leur territoire national. On ne peut, on ne doit y pénétrer. (Cela est tellement vrai que la question de l'inviolabilité des domiciles des ambassades va être posée, affirmé-on, par la Russie, au congrès de La Haye.)

M. Hanotaux, dans sa déposition, nous dit quel était son embarras, en tant que ministre des affaires étrangères :

« Au fur et à mesure que le procès se déroulait, j'avais à faire face aux questions pressantes qui m'étaient adressées par des diplomates étrangers.

« Pour conserver ma liberté d'action dans une situation des plus délicates et qui fut même périlleuse, je ne m'occupais pas du dossier judiciaire, je ne le voyais pas, et d'ailleurs le principe de la séparation des pouvoirs s'y opposait ».

C'est à cette situation que fait surtout allusion le ministre des affaires étrangères, dans son mémoire secret du 7 décembre 1894, dont nous avons donné le résumé.

Il faut reconnaître, avec M. Hanotaux, que le général Mercier plaçait le gouvernement de la République en très mauvaise posture.

IV

Après l'entretien de M. Casimir-Perier avec l'ambassadeur d'Allemagne et la note publiée par l'Agence Havas, le débat avait pris fin.

Mais l'état-major ne renonça pas à ses expériences périlleuses.

Le bureau des renseignements, malgré les ordres formels qu'il avait reçus, continuait à se livrer aux mêmes pratiques, reçut un autre document provenant sans doute de la même source que le bordereau.

Devant la Cour de cassation, le capitaine Guignot présentait ce document (pièce numéro 46 du dossier militaire secret) comme une lettre écrite par un haut fonctionnaire étranger à M. de Schwarzkoppen.

Dans cette lettre, datée du 17 janvier 1895, le fonctionnaire étranger, après une première partie faisant allusion à la démission de M. Casimir-Perier, ajoute :

Pour ce qui concerne Dreyfus, on est tranquille et on finit tout de même par trouver que j'ai bien agi. Ce qui, d'ailleurs, a tout d'un coup pu mettre M. (l'Empereur) en colère à propos de cette question, nul ne sait ici, pas même L. (le prince de H.). C'est probablement un nigaud... qui aura joué. A part cela N. (l'Empereur) est gai et bien portant ; mais il veut tout faire par lui-même et se visite à V. (Herbette) a causé un grand émoi.

Mais le capitaine Guignot ne donne pas la lettre entière ; il n'en fournit que la deuxième partie, qu'il interprète défavorablement à Dreyfus. Il explique, par exemple, « qu'on est tranquille parce que Dreyfus n'a pas parlé » tandis qu'on envisage uniquement le conflit pouvant donner ouverture à la guerre, à propos non de Dreyfus en soi, mais d'une pièce quelconque émanant de l'ambassade.

C'est sur l'éventualité d'une rupture ayant son origine dans l'affaire Dreyfus qu'on est tranquille, et le haut fonctionnaire étranger dit à M. de Schwarzkoppen qu'il a l'approbation de son souverain pour les négociations qu'il a heureusement conduites.

Du reste, la première partie de cette lettre — et le capitaine Guignot le sait bien — est particulièrement explicite. Un intérêt supérieur nous oblige à la discrétion, mais nous dirons pourtant que l'empereur d'Allemagne fit une visite à notre ambassadeur à Berlin, M. Herbelte, et que sa conduite, en cette circonstance, fut empreinte de la plus haute délicatesse et d'un grand désir de paix.

La pièce n° 53 du dossier militaire secret se rattache au même incident. C'est un mémoire du colonel de Schwarzkoppen, du 14 janvier 1895, lequel aurait été remis au général Goussier, et qui paraît viser les deux qui ont eu lieu à la Chambre des députés au sujet de l'issue d'un procès entre l'Etat et les Compagnies de chemins de fer d'Orléans et du Midi.

Cette note renferme la phrase suivante :

Hanotaux retors, se réjouit de ce qu'Administration démentit : « Administration doit démentir ».

Le capitaine Guignot la traduit, avec sa fantaisie habituelle, et en conclut que le colonel de Schwarzkoppen a des relations avec Dreyfus.

En réalité, M. de Schwarzkoppen écrit tout simplement au colonel Hostein pour se féliciter que les divers incidents qui avaient pu sembler, à un certain moment, une menace pour la paix, aient été conjurés. Il rappelle l'affaire Dreyfus et celle des officiers allemands qui avaient été arrêtés, et dont l'un avait été condamné et l'autre acquitté. Enfin, tout s'est bien terminé, et M. de Schwarzkoppen constate que M. Hanotaux, après tant d'alertes, se réjouit, lui aussi, de voir revenir le calme.

(A suivre.)

LA JOURNÉE

Dimanche 21 mai

Sports : Le Prix de Diane à Chantilly (1 h. 30). — Match annuel, à huit juniors, de l'Union des rameurs parisiens (3 h., pont de Sevres). — Grand Prix vélocipédique de la Ville de Boulogne (2 h. 1/2, Parc-des-Princes). — Course Paris-Amiens (départ à l'entrée du Parc-des-Princes, à 8 h., pour les tandems et à 9 h., pour les bicyclettes). — Prix athlétique Blanchet (2 h. 1/2, Parc-Catalan). Inaugurations : Monument Carnot, à Dijon,

par le Président de la République. — Le Musée ethnographique arlésien, à Arles, par Mistral (nomination officielle de Mlle de Chevigny comme Reine des Félêtres).

Excursion église publique : Sous la direction de M. Stanislas Meunier, à Ecouen, Eglise, Domot, et Montmorency (départ pour Ecouen, gare du Nord, 8 h. 35 du matin ; rentrée, le soir, à 6 h. 20).

Dans les églises : Messe et motets de Palestine, exécutés par les Chanteurs de Saint-Gervais (10 h., Saint-Gervais).

Réunions : Fête de l'Opélinat des chemins de fer (1 h. 1/2, Trocadéro) et des Ouvriers en voitures (2 h., Théâtre des Ternes). — Banquet des Travailleurs du Livre (90 rue d'Alsace) et des Aveyronnais de Paris (74, avenue de la Grande-Armée). — Assemblée générale du Souvenir français (10 h. du matin, Cercle Militaire).

Le Monde et la Ville

SALONS

En raison des fêtes de la Pentecôte et du prochain dîner parlementaire, Mme Loubet ne reprendra ses réceptions à l'Elysée que le premier lundi de juin.

Grand dîner, hier, à l'ambassade d'Italie. Les convives du comte et de la comtesse Tori-nelli étaient :

L'ambassadeur de Russie et la princesse Ourousoff, marquise de Lambertye, le ministre de la République argentine et Mme Carlos Calvo, le ministre de Suède et Norvège, baron Haro-chetti, ancien ambassadeur d'Italie ; Mme L. Desgenettes, M. Dumba, chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie ; baron Edmond de Rothschild, sir Campbell et lady Clarke, baron et baronne Léonino, miss Rod, M. Eugène Dufeuille, M. et Mme Vanderbilt, duchesse d'Andria, M. Leoncavallo, l'auteur de *Bohème*, marquis et marquise Pallucci dei Calbi, marquis de Montigny, etc.

Au carnet mondain : — Mardi prochain, deuxième et dernière soirée chez la comtesse Arthur de Gabric. — Matinée musicale, jeudi prochain, chez la baronne de Fontmagne ; — Bal, le lundi 29 mai, chez Mme Guy de Courcy, à la salle Hoche ; — Le même soir, cotillon chez Mme Sherman, dans son hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne ; — Le mardi 30 mai et le mercredi 31 juin, réception chez la baronne du Quersy. — Soirée dansante le 9 juin chez la comtesse de Fels.

Bal des plus aimés, avant-hier soir, chez Mme Fouquet, née Barrot, dans ses salons de la rue Portalis. Au nombre des invités : — Princesse Zurla, comtesse et Mlle de Rochefort, comtesse de Sachs, M. et Mme Pierre Le-baudy, comtesse et Mlle Bertier, baron et baronne de Neuville, général baron de Sancy, Mlle et Mlle de Bréberville, marquis et Mlle de Belabre, Mme et Mlle de Saint-Senoch, comte et comtesse Palluat de Besset, comte et Mlle de Lesseps, comte de Chamberet, comte de Bernis, comte de Lévis, baron Lévy, comte de Belmont, vicomte de Reiset, etc.

Le cotillon a été brillamment conduit par Mlle Fouquet et M. P. de Fouquières.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

Un Te Deum solennel, sera chanté mercredi prochain, en la chapelle anglicane de la rue d'Aguesseau, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la naissance de la reine Victoria.

Sir Edmund Monson y assistera avec tous les membres de l'ambassade d'Angleterre.

Descendus à l'hôtel Mirabeau : — Comte et comtesse Wrenge, baron de Ropp, comte et comtesse de Saint-Julien-Clément, comte de Zobel, comte Wass, l'honorable Mme Stanier, sir Ughtred et lady Kay Shielow.

Le comte, la comtesse de Chevigné et leur fille sont arrivés hier dans leur domaine de Cabane, près Arles, où Mlle Marie-Thérèse de Chevigné sera couronnée aujourd'hui reine des Félêtres et présidera le grand banquet provincial auquel prendront part Mistral, M. Paul Mariéton et tous les dignitaires du félibrige.

M. A. Baldelli, le grand baryton de l'Opéra royal de Madrid, a donné avant-hier un splendide concert à la salle Erard. Il a triomphé sur toute la ligne, avec les autres excellents artistes qui lui prêtèrent leur concours : Mlle Lydie Eustis, M. L. Diemer et J. Del-sart avec ses élèves, dans l'assistance :

L'infante Eulalie, l'ambassadeur d'Italie et la comtesse Tori-nelli, Mgr Montagnini di Mirabello, marquis et marquise de Vistabella, Mmes Trelet, Gabrielle Knaiss, Comenau, Hewa, Kinn, Kins, comtesse de Montpou, baron de Saint-Brissin, MM. Carolus-Duran, Widor, Sarasate, etc.

Le concert donné par MM. Casella et Moreau a été des plus brillants. On a longuement applaudi Mme Renée Richard, MM. Mauguère, Moreau, et l'on a fait une véritable ovation à M. Casella, l'excellent violoncelle, pour sa magistrale exécution du concerto de Saint-Saëns.

La soirée de musique donnée par M. André Grasse a été grand succès pour l'excellent pianiste-compositeur. Plusieurs de ses élèves, qui figuraient au programme, ont donné la mesure de la perfection de son enseignement. Citons : Mlle Beryll, J. et M. Raoul T..., deux élèves au jeu plein d'assurance, et Mlle Weil, qui a joué une *Pologne* de Chopin, avec des qualités de style très remarquables. On applaudit aussi Mme Kaunay, Mlle Galitzin, Gryll, M. Feodorow, de l'Opéra, qui, ainsi que MM. Pecquery et Belen, a été bîssé par l'assistance. Gros succès pour M. Depas, de l'Odéon.

CERCLES

Le vicomte G. de Maistre de Bruc, présenté par M. de Marolles et le baron J. Van den Berch, a été reçu comme membre permanent du Cyclamen.

La première journée de l'exposition canine a eu un plein succès. Reconnu :

Marquises de Talleyrand et de Broc, comtesses de Vielcastel, de Montgomery, René Vigier, d'Anlan, de Sayve, de Lambertye, de Maloysse, d'Armalat, de Malatry, de Solages, de Dreux-Brézé, de Gissac, Lehon, R. du Luart, de Rochechouart, de Montequieu, Molitor ; baronnes de Croza, G. de Ravignan, Finot, Roger, de Maré, Mmes de Saully, de Baudreuil, Harri-man.

Tous les veneurs et sportsmen s'étaient donné rendez-vous autour des superbes meutes.

Très courts, les concours internationaux au Tir aux pigeons du bois de Boulogne. Hier, Prix d'Auteuil, handicap. Gagnants suivant l'ordre : baron de Montpeller, à 24 mètres, 18 pigeons tués sur 18 ; baron de Méville, à 24 mètres, 17 sur 18 ; docteur de Méville, à 24 mètres, 14 sur 15.

Mardi prochain, à 2 heures : Prix de Saint-James, un pigeon à 28 mètres.

MARIAGES

Le marquis d'Abrantes, fils du duc et de la duchesse d'Abrantes née Le Ray, est fiancé à Mlle de Maigret, fille du comte et de la comtesse de Maigret.

On célèbre demain, à Saint-Honoré d'Eylau, le mariage du comte de Brondeau, avec Mlle de Buisseret, fille de la comtesse Albert de Buisseret, qui avait ouvert avant-hier ses salons de l'avenue Victor-Hugo pour la signature du contrat.

Judi prochain on bénira, à Saint-Philippe du Roule, le mariage de M. André Martel, avec Mlle Sabine Minangoy, fille du comte et de la comtesse Minangoy qui, au retour de l'église, donneront une réception et un lunch dans leurs salons de la rue La Boétie.

Le mariage du prince héritier de Monténégro aura lieu le 18 juin (vieux style), c'est-à-dire le 30 juin. Le colonel Popovics et le colonel Volynovics, chargés de la rédaction du contrat de mariage, sont partis pour Neustrelitz où habite la fiancée.

DEUIL

Les obsèques du comte Delaborde, membre de l'Institut, ont été célébrées hier matin, à Saint-Honore d'Aquin.

Selon la volonté expresse du défunt, il n'y avait ni fleurs ni couronnes. Les honneurs militaires ont été rendus par un bataillon du 178 d'infanterie, avec musique et drapeau.

M. Leygues, ministre de l'instruction publique ; Larroumet, Lefèvre, Dubois, Brunetier, Lafont et Bonnat tenaient les cordons du poêle. Derrière la famille venait une foule nombreuse d'amis, les délégations de l'Académie des beaux-arts et des autres sections de l'Institut.

Après la cérémonie religieuse, on s'est rendu au cimetière Montmartre. Avant l'inhumation, M. Roujon, directeur des beaux-arts, a pris la parole, au nom du gouvernement, et a prononcé un très beau discours.

Nous apprenons la mort : — De M. Constantin Belliard, ministre plénipotentiaire, directeur honoraire au ministère des affaires étrangères. Ses obsèques ont été célébrées hier à Sainte-Clotilde. Avant l'inhumation, M. de Boys, sous-directeur des chancelleries, a rappelé la longue et honorable carrière du défunt ; — De M. Edmond de Laurière, décédé en son château de Laporte, près Périgueux, à l'âge de 81 ans ; — Du comte de Malmesbury, décédé à Black-Torington, Devonshire, décédé à l'âge de 57 ans ; — Du général-major Demazières, le doyen des généraux belges, décédé à Liège, à l'âge de 86 ans ; — Du colonel Ziegler, médecin en chef de l'armée suisse, décédé à Berne, à l'âge de 70 ans.

Ferrari.

DEMAIN

« RACE CANINE AMÉLIORÉE »

PAR

CARAN D'ACHE

LE CONGRÈS ANTIALCOOLIQUE

Le congrès antialcoolique a fait grand bruit cette année ; hommes et femmes, remplis de bonnes intentions, se sont groupés pour arracher à l'alcool les victimes, de plus en plus nombreuses, que le liquide dangereux fauche dans toutes les classes sociales.

Je doute que cette levée de boucliers soit suivie, même d'un semblant de victoire. Pour lutter contre l'alcool avec succès, il faudrait remonter à la cause même de l'alcoolisme. On fait abus de l'alcool, on devient alcoolique, non pas parce qu'on aime l'alcool, mais parce qu'on sent le besoin organique « des effets » que ce médicament produit, car l'alcool n'est en réalité qu'un médicament, et parfois un médicament précieux.

En effet, l'alcool redonne de la vigueur, passe à l'estomac, il relève pour un moment la force musculaire, il rend un peu d'énergie aux mouvements du cœur, il ralentit la combustion interne et calme pour quelques minutes, le sentiment de fatigue, de lassitude, les sentiments si communs chez ceux qui mènent une vie active pleine d'angoisses et d'inquiétudes morales ; malheureusement, les effets de l'alcool sont fugaces : pour les reproduire, il importe de renouveler les doses, de les doubler, alors les conséquences de l'alcoolisme se font sentir : paralysie, déchéance morale et physique, etc. Ce qu'on doit dire contre l'alcoolisme, c'est ceci : Qui, étant donné ce qu'est la vie actuelle, il faut fortifier l'estomac, donner de la vigueur aux muscles, de l'énergie au cœur, ralentir, pour l'économiser, la combustion vitale, calmer la fatigue physique et morale, procurer un sentiment de bien-être à tout l'organisme ; mais il est un médicament qui produit tous ces effets d'une façon inoffensive et durable, grâce à sa composition thérapeutique : c'est le Vin Désites.

Amédée Moreau.

A l'Etranger

que nous avions injustement résolu d'imposer, et de lui prêter protection.

Cédant au désir exprimé par la guerre et se faisant son interprète, M. Gérard est venu à l'improviste, en personne, en séance de notre Comité tenu le 4 courant, formuler une véhémence protestation contre la mesure d'exclusion injustifiée et injustifiable projetée par nous à l'égard d'un collègue dont l'honorabilité, que n'ont entachée nullement du reste, parait-il, ses fonctions spéciales, égales les œuvres méritoires et les services rendus. A notre profonde surprise, nous avons entendu le ministre de la République, en un langage auquel notre oreille n'est pas accoutumée, nous faire défense expresse de nous ériger en juges de l'un des nôtres et nous dénier le droit d'exclusion, le cas échéant, de notre Compagnie, notre collègue dont la profession spéciale, celle dont il vit, jure de façon si choquante à côté des professions avouables et régulières qui, de par les statuts, ouvrent à nos compatriotes les portes de notre Chambre de commerce; un collègue que, de l'avis même de tous les membres de notre Comité, sans doute, la plus élémentaire dignité interdit de maintenir plus longtemps au milieu de nous.

Nous avons, non par ordre, car nous sommes trop jaloux de notre indépendance pour en abandonner le fait à une parcelle, mais par simple déférence, obéi temporairement à la sommation du représentant de la République; mais nous n'avons pu résister non plus à l'invincible poussée d'un sentiment intime plus impérieux encore et dont nul au monde n'a le pouvoir de faire taire la voix, le sentiment de notre propre dignité, le respect de nous-mêmes: nous avons donné notre démission. Mais dans quelques jours nous ferons appel aux suffrages de nos pairs, c'est-à-dire de ceux qui ont remis entre nos mains le soin de leurs intérêts et la défense de l'honneur du nom français à l'étranger. Leur verdict n'est pas douteux. C'est un bill de confiance et d'approbation que nos compatriotes nous décerneront, car leurs pensées et leurs aspirations sont les nôtres.

Ils replaceront sur leurs sièges, nous en sommes convaincus, ceux qui comme nous, en ces heures critiques, n'ont pas craint de protester contre l'attitude portée à la souveraineté indépendante de notre Chambre et se refusent à admettre qu'il ne reste à sa dignité offensée que la ressource de se réfugier dans un silence honteux. Cette victoire, dont nous nous en donnons l'assurance, notre loyalisme n'abusera pas, peut néanmoins créer, nous le redoutons, comme il le fera, un état d'écho, une situation dont le péril, des qu'elle sera née, vous apparaîtra comme à nous difficile à conjurer.

C'est le seul souci du maintien de la dignité de notre corporation, de son bon renom et des prérogatives dont elle a toujours joui qui nous a dicté l'idée de signaler ce péril à votre patriotisme éclairé; nous sommes sûrs que celui-ci réussira sans peine à trouver les moyens efficaces propres à sauvegarder le principe d'autorité de notre Chambre dans le milieu où elle se meut et à prévenir la regrettable et dangereuse apparition d'une ère de conflits et de difficultés.

Notre cœur de Français rêve un autre avenir à celui de la concorde; car c'est par elle seule, en effet, que l'œuvre utile de notre Compagnie peut se continuer, se fortifier et grandir.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le secrétaire, Le président,
E. CHABRAND. Ch. ROLLAND.

A cette lettre, M. Delombre a fait la réponse suivante:

Paris, le 19 mai 1899.

Monsieur,

Vous avez bien voulu me faire connaître que tous les membres du bureau du Comité de la Chambre de commerce française de Bruxelles ont, à l'exception de deux, donné leur démission. A la fin de la séance du 13 des statuts de la Chambre de commerce française de Bruxelles, le Conseil doit être considéré comme virtuellement dissous lorsque, par suite de démissions, le nombre des membres se trouve réduit à cinq. Par suite de cette dissolution, aucun des membres de l'ancien Conseil n'a plus qualité pour convoquer l'assemblée générale qui doit présider à l'élection du nouveau bureau et du nouveau Conseil, et le soin de faire cette convocation appartient de plein droit au ministre de France qui, d'après l'article 22 des statuts, est membre de droit et président d'honneur de la Chambre de commerce.

En conséquence, l'honneur de vous prior de vouloir bien remettre les services de la Chambre de commerce à M. Gérard, ministre de France à Bruxelles.

Le ministre du commerce, des postes et des télégraphes,
Signé : Paul DELOMBRE.

Le Comité de la Chambre de commerce française a répondu aujourd'hui même en ces termes :

Nous tenons notre mandat de nos collègues, c'est à eux que nous le remettrons le 31 mai courant. Nous nous représenterons à leurs suffrages. S'ils nous font l'honneur de nous réélire, ils nous trouveront prêts à assumer la tâche parfois lourde qu'ils nous auront confiée pour la quinzième fois. S'ils trouvent que nous avons eu tort, ils nous le diront et nous reprendrons notre place dans le rang, n'envoyant plus que les intérêts de notre chère patrie que tant de gens payés pour les soutenir ont si complètement méconnus.

Tels sont les faits.

Le ministre.

Une lettre de M. George Duruy

M. George Duruy vient d'adresser au Gaulois la lettre suivante.

Nous la reproduisons d'autant plus volontiers que — en présence des commentaires profondément regrettables auxquels a donné lieu dans certains journaux le retour du commandant Marchand — nous sommes heureux de rappeler en quels termes notre éminent collaborateur, traduisant la pensée même du Figaro, s'exprimait il y a deux mois sur le compte de l'héroïque officier.

Monsieur,

Dans un article publié par le Gaulois du 15 mai, votre collaborateur M. L. Desmoulin me donne le conseil de me dégarer d'une « solidarité compromettante » avec les insulteurs de l'armée.

Je n'ai pas à me dégarer d'une solidarité qui n'a jamais existé, — qui n'existera jamais.

Dès le premier des articles que j'ai publiés sur la question qui divise si tristement le pays, je parlais (Figaro du 10 février) de « l'accolade causée par les attaques de bien maladroits partisans de Dreyfus dirigées avec un criminel acharnement contre l'armée », du « sentiment national cruellement blessé dans sa fibre la plus sensible », de « ce peuple justement irrité ».

Dans tout ce que j'ai écrit depuis trois mois, je défie qu'on trouve un mot, un seul mot impliquant l'ombre d'une adhésion quelconque à l'abominable campagne dirigée par voie d'injustes généralisations contre l'armée. Vous savez bien que, si j'avais commis une telle faute — que je me reprocherais comme une sorte de crime — d'y avoir adhéré, les bienveillants confrères qui en sont réduits, comme la Gazette de France, à me trai-

ter de « préposé du Syndicat », faute de mieux, auraient depuis longtemps déniché le passage, et me l'auraient servi.

La vérité, c'est que j'ai de l'honneur de l'armée — une conception qui n'est pas en faveur aujourd'hui et qui eût peut-être épargné à la France et à l'armée de très grands maux, si elle l'avait été davantage depuis le maudit procès de 1894.

« Il est temps, disais-je dans un article (Figaro du 9 mars), que nos loyaux soldats comprennent que l'honneur de l'armée — cet honneur qui est un des plus chers trésors de la patrie — n'a rien de commun avec la ténébreuse Affaire, ni avec aucune des choses très laides qui se sont, hélas ! peut-être greffées sur elle... »

Avais-je donc si tort, monsieur, d'exprimer cette opinion ? Si elle avait prévalu depuis le début de l'Affaire, l'effroyable engrenage aurait-il saisi les uns après les autres et broyé tous ceux qu'une insensée conception de cet « honneur de l'armée » a conduits où nous les voyons ?

Et dans ce même article, j'écrivais encore : « L'honneur de notre armée, ce n'est pas dans un certain bureau de l'état-major qu'il réside, au milieu de papiers suspects, de loupes et de grattoirs. Il est dans tous les lieux du vaste univers où l'un des siens, officier ou soldat, meurt silencieusement pour la France. Il est au Sénégal ou au Congo, à Madagascar et au Tonkin ; hier, il était sur le Nil avec l'héroïque Marchand et son admirable troupe, dont les pieds saignent, en ce moment même, sur les rochers d'Abyssinie. »

« Il est à cette frontière des Vosges et des Alpes, où, parmi les frimas et les neiges, veillent sans se plaindre les bons chiens de garde de la Patrie. Il est sur les vaisseaux de notre flotte, et l'on sait qu'entre les mains de ceux qui les montent cet honneur ne périra jamais ! »

« Cet honneur-là n'est solidaire des défaillances de personne. Trésor collectif, fait du dévouement, de l'abnégation, des hautes vertus d'une multitude de héros, il échappe aux responsabilités engagées dans l'Affaire. Il plane très au-dessus de ce marais fétide dont les émanations ne montent pas jusqu'à lui. Il est chose non de ténérables, mais de grand air et de clair soleil. »

Et c'est pourtant l'homme qui a écrit ces choses, — et beaucoup d'autres encore, toutes pénétrées du même esprit, qu'on dénonce comme un écho de M. Urbain Gohier ; c'est cet homme-là qu'on faisait, il y a quinze jours, outrage à par de jeunes soldats à qui jamais il n'avait parlé de cette armée qu'avec respect et qu'avec amour...

Ah ! monsieur, dans quel horrible temps nous vivons !

Veuillez agréer, je vous prie, l'expression de ma considération très distinguée.

George Duruy.

NOTES D'UN PARISIEN

Les fiacres automobiles viennent à peine de paraître, et déjà ils ont maille à partir avec le public. Ils ne sont d'abord pas très jolis ; cette couleur jaune n'a rien de bien agréable, et puis, vraiment, pour aller se promener, ce sont des voitures un peu volumineuses. Il est difficile, là-dessus, de faire un tour sur le boulevard ou au Bois, sans être remarqué. On a plutôt l'air de partir pour un long voyage et, malgré soi, on pense à la bonne vieille patache de nos pères.

Cependant, ce ne serait encore rien, car les Parisiens ne sont pas très regardants sur les nouveautés qu'on leur sert. Il n'y a pas de population moins difficile, plus accommodante. En matière de théâtre, par exemple, il nous arrive d'accepter des pièces et des artistes dont on ne voudrait pas à Quimper ou à Brives. C'est ainsi pour toutes choses. Vous pensez, qu'on ne s'est pas fait plus de mauvais sang qu'il ne fallait parce que des mauvaises voitures étaient trop criardes et qu'elles ressemblaient à des diligences.

On s'en console en se disant qu'après tout, elles iraient plus vite. Comme on se trompait ! Elles vont plus vite, c'est vrai, mais à la condition qu'on puisse monter dedans, et c'est là qu'est la difficulté. Il paraît, en effet, qu'il faut s'inscrire à l'avance pour faire une promenade, ou même une course en automobile. Je ne sais pas si la demande doit être rédigée sur papier timbré, mais il faut la formuler dans les règles, et la première des conditions est de remettre son automobile au moins pour une demi-journée. Ne reconnaissez-vous pas là nos admirables habitudes nationales ? Nous passons notre vie à courir après le progrès, et, dès que nous avons mis la main dessus, nous n'avons d'autre souci que de le rendre inapplicable...

E.

AUTOUR D'UN CONGRÈS

(Par dépêche de notre envoyé spécial)

La Haye, 20 mai.

Dix heures du matin. Les grilles de la Maison du Bois se sont rouvertes, et dans une heure MM. les délégués s'y réuniront pour la seconde fois.

Il est décidément exquis, ce petit palais, et l'on ne pouvait souhaiter d'asile plus propice aux conversations de philosophes qui rêvent ou sont censés rêver de fraternité, d'apaisement universel...

La maison, cernée de tapis de verdure et d'un cours d'eau qui l'isole des routes, est comme blottie dans le feuillage. Au sud, le polder étend devant elle son immense nappe herbue coupée de canaux minces. Un clocher d'église, les ailes de deux moulins à vent se silhouettent, de ce côté, sur le grand ciel pâle. Et c'est tout. Mais le décor est charmant, et d'une infinie douceur.

Au nord, la masse des bois enveloppe les bâtiments, et, à cent mètres de la grille du petit palais, ferme l'horizon.

Vue à distance, à travers les barreaux de cette grille, la Maison du Bois apparaît au passant, avec son perron étroit, les rideaux blancs de son vestibule d'entrée et ses corps de logis latéraux tout bas, à toits de briques noircies, comme la maison de plaisance de quelque bourgeois très cossu et ennemi du bruit de la ville... Elle est cependant tout autre chose que cela ; et l'on est surpris, quand on a franchi le rideau d'arbres qui en masquait la vue, de voir s'élever au centre de ces constructions une coupole de fer et de bois, d'une couronne royale dore le sommet. Tout autour, s'étendent de vastes communs ; et du côté du polder, des blancheurs de statues s'alignent

au long de vastes serres, sur les pelouses fleuries.

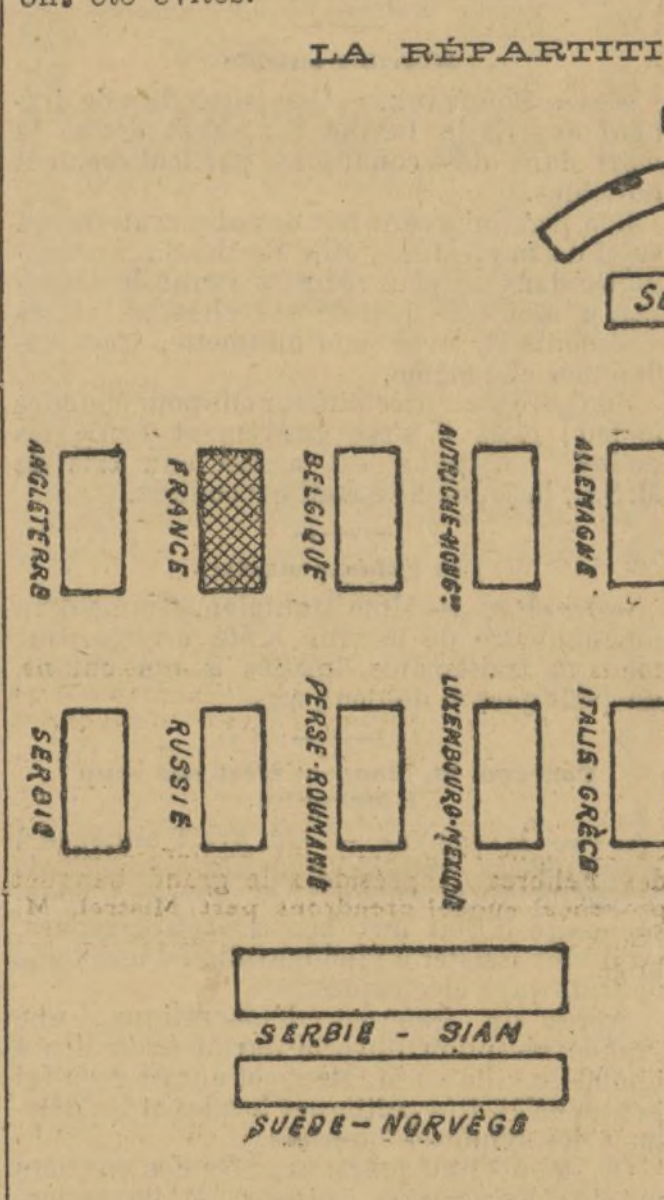
Mais c'est à l'intérieur de la petite maison que commence l'enchantement. La décoration des salles, ouvertes au public toute l'année, est pittoresque, et d'un réel intérêt d'art, ces salles où abondent les souvenirs historiques, les bibelots précieux, les belles faïences de Delft, les porcelaines de Saxe, les tentures et les broderies japonaises les plus belles qui soient en Hollande, ont été mises à la disposition des délégués, qui vont installer là leurs chambres de réception et de travail ; et même leur restaurant.

La plus vaste de toutes, et la plus luxueuse — celle que coiffe la coupole du palais — est l'Oranje Zaal, la salle d'Oranje, où la Conférence a tenu jusqu'à sa séance inaugurale, et où ses réunions plénières continueront d'avoir lieu.

C'est dans cette salle que les délégués s'assembleront dans un instant, pour entendre le discours — très attendu — de leur président, M. de Staël. La décoration de cette pièce avait été confiée, il y a deux siècles et demi, par la princesse Amélie de Solms, à Jordans, et à plusieurs élèves de Rubens. La veuve de Frédéric-Henri avait voulu que toute la vie guerrière du Stathouder s'évoquât, sur ces murs, en tableaux d'histoire ou en allégories. Et l'immense nef présente, en effet, l'aspect le plus étrange et le plus imposant : ce ne sont, du plancher au sommet de la coupole, que panneaux peints, dont l'étroite juxtaposition compose un décor d'un extraordinaire éclat. Il n'est pas jusqu'à la porte principale dont les deux battants ne constituent les deux moitiés d'un tableau : Pallas et Hercule ouvrant la porte au génie de la Paix, — qui ne redevient intelligible et complet que chaque fois que, la porte étant fermée, les deux battants s'en sont rejoints.

L'allégorie a d'autant plus intéressé les membres de la Conférence qu'elle n'était « nullement préparée », et que cette fois encore c'est le hasard seul qui a eu de l'esprit.

Ce qu'il importait, par contre, de préparer avec soin, c'était l'installation des délégués, en séance plénière. On a, comme je vous l'ai dit, suivi l'ordre alphabétique, et ainsi tous froissements ont été évités.



Voici comment se répartissent les délégués de la conférence, autour des tapis verts de l'Oranje Zaal. Nos délégués, comme ceux de la Russie, de l'Autriche-Hongrie, etc., occupent deux tables. Notre premier délégué, M. Bourgeois, siège à l'extrémité de la table placée à la gauche du président, et de son côté. Le délégué chinois n'est pas le même effectif (ces effectifs varient de un à douze) et se produisent nécessairement des « chevauchements » d'une table à l'autre. Mais en somme c'est le principe de l'ordre alphabétique qui a toujours été observé, aussi exactement qu'il se pouvait : et tout le monde s'est déclaré content. A l'heure où je vous télégraphie, ces messieurs précisément arrivent au palais, et les voici qui gagnent leurs places. Il est onze heures. Le calme est partout aussi complet qu'avant-hier. Quelques badauds silencieux sont attroupés devant la grille d'honneur, et regardent passer les voitures, sans un geste...

Midi et demi. — La seconde séance du congrès vient de prendre fin, sans incident. Les délégués seuls et leurs secrétaires y assistaient. L'accès de la maison

Emile Barr.

REVUE DES JOURNAUX

Un rédacteur de la Liberté est allé voir le général Mercier pour lui demander ce qu'il voulait répondre aux accusations formulées contre lui à propos de la communication de pièces secrètes aux juges du Conseil de guerre de 1894.

Mais l'ancien ministre de la guerre, qui avait, il y a peu de temps encore, l'interview facile tant qu'il ne s'agissait que d'accueillir Dreyfus, se montre aujourd'hui d'accueil d'une réserve absolue.

— Je ne veux, a-t-il déclaré à notre confrère, être mêlé à aucune espèce de polémique ; qui que puissent dire les journaux, quelles que soient leurs attaques, je resterai absolument muet et ne me départirai pas de mon indifférence.

La Cour de cassation qui, bientôt, je l'espère, et dans l'intérêt de tous, rendra son arrêt, en mains tous les documents qui peuvent servir à l'éclaircir ; elle peut en outre, s'il lui manque des renseignements, s'adresser au ministre de la guerre qui s'empresse de les lui fournir.

Quant à mes dépositions, vous les connaissez, tout le monde les connaît, puisqu'elles ont été, comme celles de tous les témoins cités, rendues publiques par la voie de la presse. — Je n'ai pas un mot à y ajouter ni à en retrancher.

Tous les commentaires qu'on en pourra faire n'ont, à mes yeux, aucune importance, car cette excellente raison qu'on rapporte des choses tellement invraisemblables, on se livre de part et d'autre à des déductions tellement erronées, que le plus simple est d'y demeurer indifférent.

— Mais cependant, mon général, vous avez

du Bois était rigoureusement interdit aux étrangers. Au début de la séance, M. le président de Staël a donné lecture des télégrammes reçus de la reine Wilhelmina et du Tsar, en réponse à ceux qui leur avaient été adressés jeudi par MM. de Staël et de Beaufort au nom du congrès. Puis, M. de Staël a lu un long discours dans lequel il a tracé à la Conférence le programme général de ses travaux. C'est sur l'esprit et les grandes lignes de ce programme que les premiers délégués avaient été officiellement invités à se mettre d'accord, dans la journée d'hier.

Le grand intérêt du discours de M. de Staël, c'est qu'il place dès maintenant dans leur juste perspective les questions, ou plutôt les groupes de questions, dont la Conférence aura à s'occuper ; c'est qu'il marque très clairement, déjà, l'état d'esprit dans lequel la Conférence se prépare à aborder les problèmes si divers qui lui sont soumis. Ainsi, au premier plan de son programme, M. de Staël place l'étude des questions d'arbitrage international, et le développement donné à cette partie de son discours est significatif. Il est visible que c'est de ce côté que le grand effort de la Conférence portera. Le président du congrès a également insisté sur l'intérêt humain qui s'attacherait à une meilleure organisation des usages de la guerre et des conventions qui s'y rapportent ; et là encore il affirme, en termes d'une éloquente précision, l'urgence et la possibilité d'améliorer ce qui est.

On a remarqué, par contre, que la question du désarmement proprement dit n'occupait dans le discours de M. de Staël qu'une place assez mince. L'orateur y a fait allusion comme il convenait. Il a salué très respectueusement et à distance cette chimère vénérable, et tout le monde a compris.

M. de Staël a lu son discours d'une voix nette et ferme, et de discrets applaudissements en ont salué la péroraison. Puis on a procédé à la remise des pouvoirs.

La Conférence a adopté sans débat le principe de la constitution de trois Commissions dont je vous parlais hier ; après quoi chaque plénipotentiaire a été prié d'indiquer à laquelle ou auxquelles de

tière, M. Marcel Prévost a été déterminé dans sa conviction par « ces étapes d'inquiétude » :

« Les lettres du général Gonse, publiées par le Figaro ; 2e le procès Zola ; 3e le faux Henry. Aujourd'hui, la publication du Figaro nous met tous à même de nous faire une opinion non plus « présumptive », mais définitive. Dès à présent, il me paraît impossible qu'on ne revise pas un procès conduit comme l'a été celui-là ; on n'a pas trouvé dans les dépositions les plus hostiles à Dreyfus la preuve que Dreyfus, et non un autre officier, soit coupable. Il convient pourtant de ne pas perdre de vue que c'est cela qu'il s'agit de démontrer. »

M. Marcel Prévost déclare se refuser à mêler l'armée à cette affaire : « L'armée, c'est vous, c'est nous », comme dit la chanson. Et il ajoute :

Je veux bien que l'armée soit un bloc, mais le mot officier n'a pas le même sens, appliqué au commandant Esterhazy, qui a livré le frein pneumatique, et au commandant Loard, qui l'a inventé.

Un autre écrivain, M. le comte François de Nion, déclare qu'il a toujours été, qu'il est encore et qu'il craint bien de rester toute sa vie antireyfusard.

Dreyfus ? dit-il ; si vous saviez à quel point je m'en f... ! Est-il coupable ? Est-il innocent ? Moi, je crois qu'il est coupable parce que jusqu'ici rien ne me paraît devoir infirmer le jugement qui l'a condamné. Mais c'est là une impression toute personnelle ; comme M. Barrès, je ne me pique pas de déceler la vérité de son affaire, et j'estime que la question de la culpabilité ou de la non-culpabilité excède ma compétence. Je suis contribuable, je paye des gens dont c'est le métier pour rendre la justice ; jusqu'à preuve du contraire, je n'ai aucune raison de croire que ces gens sont de mauvais serveurs et je m'en réfère à ce qu'ils me diront.

M. de Nion ne voit qu'une chose dans cette affaire et n'en veut point voir d'autre, c'est que, pour le salut d'un seul, on a compromis les intérêts de la patrie. Il aime la langue française et il ne veut pas « qu'un caporal prussien ou un sergent anglais vienne apprendre à ses enfants une langue de barbares ».

Ah ! voyez-vous, ajoute M. de Nion en riant, c'est peut-être légèrement injuste, ce que je vais vous dire là ; mais cela m'embêterait tout de même un peu que mon fils, qui a l'honneur d'être gentilhomme et qui aura l'honneur de porter l'épée un jour, servit sous les ordres d'un général Dreyfus !

Evidemment, le non somme moins bien, pour un gentilhomme, que celui du marquis du Paty de Clam. C'est pour cela, sans doute, qu'il faut que Dreyfus reste au bagne !

« Au moment où les délégués des puissances se réunissent à La Haye, pour rechercher les moyens propres à assurer la paix universelle, nous croyons intéressant d'attirer l'attention sur un important article que le prince Grigori Stourdza vient de publier dans le Progrès de Bucarest. »

L'auteur ne se montre pas très partisan du désarmement, qu'il considère comme impossible à réaliser, et c'est tout au plus s'il admet qu'on puisse réduire d'un tiers le nombre d'hommes sur le pied de paix. Il estime que le seul moyen de maintenir la paix générale réside dans une quintuple alliance entre la France, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie.

Cette alliance des grandes puissances continentales, dit le prince Stourdza, doit être conclue sans retard, parce qu'il y a péril en la demeure. Ce péril n'existe pas seulement parce que, dans l'état actuel des relations internationales, un conflit peut surgir inopinément, mais il existe aussi parce que, si l'on tarde à conclure la quintuple alliance, une quelconque des grandes puissances continentales, l'Allemagne, par exemple, peut prendre des engagements définitifs vis-à-vis de l'Angleterre et peut entraîner après elle aussi l'Autriche et l'Italie.

Or, cette quintuple alliance serait fatale pour la paix du continent européen.

D'abord, elle détruirait au profit de la Triple Alliance, et surtout au profit de l'Angleterre, l'équilibre international rétabli par l'alliance franco-russe et rendrait par là beaucoup plus précaire encore qu'a présent la paix européenne.

Quant au prix de l'adhésion de la France à cette nouvelle « ligue de la paix », le prince Grigori Stourdza — qui se rend bien compte des répugnances que nous aurions à étouffer nos espérances, même au prix de la paix assurée — laisse entendre qu'une occasion se présentera où l'Allemagne « acceptera volontiers une compensation à sa convenance pour rétroceder à la France Metz avec la Lorraine. »

Les développements de l'article du prince Grigori Stourdza sont des plus curieux et les diplomates pourront s'exercer avec fruit sur sa proposition.

Signalons, dans le dernier numéro de la Revue encyclopédique, une très remarquable étude de M. Gustave Geffroy sur la pièce de M. Emile Bergerat, Plus que Reine, représentée au théâtre de la Porte-Saint-Martin. Dans le texte, un curieux portrait de l'auteur, commenté par un autographe ; la reproduction du tableau de Prud'homme représentant l'impératrice Joséphine ; la reproduction du Sacre de Napoléon, par David ; les portraits de Coquelin dans le rôle de Napoléon ; de Jean Hading dans le rôle de Joséphine ; de Jean Coquelin dans le rôle de Talleyrand.

A côté encore, dans le même numéro, une intéressante critique du dernier livre d'Anatole France, par M. Charles Maurras, accompagné d'un piquant portrait de l'éminent académicien, par Jean Weber ; un article de M. Gaston Duval sur le quartier Barbette, avec de jolies illustrations ; une statistique de la justice civile et commerciale, par M. Maurice Yvernès, etc.

Le Liseur.

LE SÉNAT

Après avoir adopté le projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale en cas d'accidents, le Sénat revient au budget, et la guerre succède à la marine.

Divers orateurs appellent successivement l'attention du ministre sur la défense des côtes de l'Algérie, sur le service de santé, sur les fabriques de salaisons, et tous obtiennent des promesses.

Mais M. Déandréis obtient quelque chose de mieux ; il arrache, de haute lutte, un crédit de 360,000 francs pour augmenter les gratifications aux anciens

militaires blessés et réformés avec le congé n° 1.

Le budget des travaux publics fournit à M. Aucoin le sujet d'un amusant discours. Il s'agit de trains rapides et express de nuit, de leur organisation qui n'est pas toujours parfaite, et surtout du trop petit nombre des wagons-couloirs.

M. Aucoin. — Pourquoi les recherches-t-on ?

(Rires.)

M. Barbey. — Ne dites pas tout.

M. Baduel. — Dites-le en latin.

M. Aucoin. — Complétez sur ma réserve. (Nouveaux rires.) Ce n'est pas qu'on y dorme mieux ; on y est trop serré. Mais alors... C'est ici que je dois m'avancer avec prudence sans entrer dans des détails trop circonstanciés. Je dirai que les couloirs sont recherchés par les dames parce qu'elles y trouvent des cabinets de toilette, et par les hommes parce qu'ils y trouvent d'autres commodités. (Rires.)

Dans les autres wagons, on est quelquefois exposé à des souffrances intolérables, et souvent, quand on arrive à la station, il est trop tard. (Nouveaux rires.)

Je n'en dirai pas davantage.

Et ce petit discours fut la seule gaieté de la séance. Le Sénat, par instants, aime à se dédier.

M. Bonnefille — que les cyclistes béniront — signale au ministre le défaut d'entretien des routes nationales. Le fait est qu'elles sont détestables ; quelques-unes, dans les environs de Paris, s'agrément même d'un pavé disjoint qui remonte à Louis XIV et qu'on ne répare plus depuis la mort du grand Roi. Les charrettes elles-mêmes s'y briseraient et les évalent au prix de longs détours.

Sur le chapitre du personnel (conducteurs des ponts et chaussées), M. Monis développe cette idée simple et juste : « Il faut arriver à avoir de bons fonctionnaires, bien payés. »

M. Monis. — Evitons ces encombrements de carrières, dont les conséquences sont si fâcheuses au point de vue social. (Applaudissements.) Quand l'armée administrative s'aggrave, chacun ne donne plus la mesure de sa propre activité.

Le gouvernement avait promis de s'inspirer de ces principes. C'était l'intention bien arrêtée de M. Tillaye et de M. Godin ; mais avec M. Krantz, tout l'effort de l'administration a été de donner satisfaction à tous les conducteurs et on n'a rien fait pour les commis. Les sommes qui avaient été votées en leur faveur ont été données en gratifications arbitraires aux employés de l'administration centrale. Sur 125,000 francs, il ne leur en a été alloué que 7,200.

Le successeur de M. Krantz renouvelle les promesses de M. Godin, de M. Tillaye ; il jure, en mettant la main sur son cœur, qu'il réalisera une organisation en harmonie avec la sympathie et l'estime qu'il a pour ces agents si utiles. C'est un bon billet ; La Châtre n'en avait pas un meilleur. C'est bien ce que pense ou semble penser M. de Lamarzelle : « Vous êtes encore vierge, monsieur le ministre ; mais d'ici à votre départ, vous aurez beaucoup d'enfants. Tâchez de ne pas les caser comme a fait M. Krantz. »

P. B.

AVIS DIVERS

MAINS rouges, crevassées, engelurées, dévissent mains de princesse au moyen de la PATE DES PRELATS de la Parfumerie exotique, 35, rue du Quatre-Septembre.

RÉPUTATION UNIVERSELLE. — Manufacture de Planelle Végétale et Ouate de pin. Véritables produits des Pins sylvestres pour prévenir et guérir les rhumatismes de toute nature. Exiger la marque des Trois Pins. Brochures échantillons. SCHMIDT-VERMOREL, seule maison à Paris, 13, rue de la Chaussée-d'Antin, 13.

LES ANALYSES MÉDICALES (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans

LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE

DE LA RUE DROUOT, 19

par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris.

UN MONSIEUR offre gratuitement de faire connaître à tous ceux qui sont atteints d'une maladie de la peau : dartres, eczémas, boutons, démangeaisons, bronchites chroniques, maladies de la poitrine, de l'estomac et de la vessie, de rhumatismes, un moyen infailible de se guérir promptement, ainsi qu'il l'a été radicalement lui-même, après avoir souffert et essayé en vain tous les remèdes préconisés. Cette offre, dont on appréciera le but humanitaire, est la conséquence d'un vœu.

Ecrire, par lettre ou carte postale, à M. VINCENT, 8, place Victor-Hugo, à Grenoble, qui répondra gratis et franco par courrier et enverra les indications demandées.

RENDEZ-VOUS aux cheveux, sans les mouiller, leur nuance primitive, à l'aide de la Poudre Capillus de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre. Envoyer même avec mandat de 550.

Nouvelles Diverses

regé hier pour la dernière fois par M. le juge d'instruction Lemerier. Ce magistrat a remis au Parquet ses conclusions, par lesquelles il renvoie le terrassier devant les Assises.

UN DRAME AU BOIS DE VINCENTS

Le bois de Vincennes a été, hier soir, le théâtre d'un drame passionnel dont voici les détails : Un soldat, appartenant au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, Charles Lelen, âgé de vingt et un an, détaché au ministère de la marine, s'était follement épris d'une jeune fille de son âge, Céline Telliez, au service de Mme Hivelle, demeurant 12, rue Pasquier, à Paris.

Les deux jeunes gens firent des démarches pressantes auprès de leurs parents, pour leur demander de les autoriser à se marier, chose qui leur fut refusée. Ils résolurent alors de mourir ensemble.

Le jeune soldat entraîna, hier soir, à dix heures, son amie dans le bois de Vincennes, au lieu dit « la Tourelle ». Après l'avoir tendrement embrassée, il lui tira deux coups de revolver dans la tête.

La croyant morte, Charles Lelen tourna l'arme contre lui-même; mais les deux balles qu'il se logea dans la poitrine n'ayant pas amené la mort, il essaya de se brûler la cervelle.

Il ne réussit qu'à se faire de graves blessures. Céline Telliez, dont l'état était désespéré, a été transportée à l'hôpital Saint-Antoine. Lelen est soigné à l'hôpital militaire de Saint-Mandé.

SÉRIE DE SUICIDES

Clopin-clopant, un individu ayant une jambe de bois venait s'affaïsser hier matin, à quatre heures et demie, sur un banc du boulevard Arago. Il s'étendit de tout son long, et au moment où deux agents s'approchaient de lui il sortit un revolver de sa poche et se brûla la cervelle.

Un médecin fut appelé, mais tout secours était inutile, la balle ayant traversé le crâne. L'identité de ce désespéré a pu être établie par des papiers trouvés dans ses poches. C'est un ancien démenté, nommé Georges Mousin, qui a la suite d'un accident avait dû subir l'amputation de la jambe droite. Il n'avait pu depuis trouver du travail. Réduit à la misère, il avait préféré en finir.

Désespéré de l'abandon de son ami, un jeune employé de commerce, nommé Pierre S..., qui l'avait abandonné après l'avoir rendu père, une jeune et jolie modiste, Sarah Mauser, demeurant rue du Faubourg-Saint-Antoine, s'est suicidée en s'enfonçant deux épingles à chapeau dans le cœur.

Enfin, un fabricant d'outils, M. Lucien Pittois, demeurant rue de la Pointe-d'Ivry, s'est pendu, hier, dans son atelier.

Le commissaire de police qui a procédé aux constatations a trouvé ces quelques lignes écrites au verso d'une facture :

« Je me suicide parce que je souffre trop. On doit être mieux dans l'autre monde ! »

ACCIDENTS

Un enfant de cinq ans, Jules Bijard, demeurant chez ses parents, avenue de Versailles, traversait hier cette voie, à la hauteur du n° 155, lorsque les chevaux d'un lourd camion lancé au grand galop le renversèrent.

Les roues passèrent sur le crâne du pauvre petit. Une enquête est ouverte pour établir les responsabilités.

Un ajusteur qui travaillait, hier soir, vers quatre heures, sur la deuxième plate-forme de la tour Eiffel, laissa tomber le marteau dont il se servait.

L'outil, après avoir rebondi sur les charpentes en fer, vint frapper à la nuque un ouvrier peintre, nommé Eugène Lapière, qui passait sous la tour.

Lapière, grièvement blessé, a dû être transporté à l'hôpital Laennec.

LA SOIF

Pendant les chaleurs, il est d'une grande importance de veiller à l'hygiène des voies digestives. La soif nous pousse à boire sans mesure, car froide ou chaude, glacée, il n'est rien de plus imprudent, de plus dangereux. Il faut user d'une boisson qui puisse désaltérer sans débiliter l'estomac, ni l'intestin; or, le Byrrh, étendu d'eau, constitue un exquis rafraîchissement tout en conservant ses propriétés toniques et fortifiantes.

LE FEU

L'établissement de M. Heurteux, menuisier, connu sous cette dénomination : les Moulins de Javel, et situé 3, rue de la Grosse-Tour, n'est plus qu'un monceau de ruines. Il a été complètement détruit, hier matin, par le feu.

Il était cinq heures. Les ouvriers de l'usine municipale des pavés en bois, qui se trouve en face des moulins, aperçurent de la fumée et des flammes sortant par des ouvertures. Pendant que les uns couraient donner l'alarme, les autres se mettaient en devoir de combattre les progrès du feu en mettant en batterie la pompe de l'usine.

Quelques instants plus tard arrivaient les pompiers des casernes Violet, de Plaisance, du Trocadéro et du Vieux-Colombier. Des torrents d'eau furent projetés sur le foyer de l'incendie et, à sept heures, il ne restait plus debout que les gros murs de l'établissement.

D'après l'enquête faite par M. Couvillier, commissaire de police; d'après aussi les déclarations de M. Heurteux, le feu aurait pris naissance par suite de l'échauffement d'un cuisinier ou de l'engorgement de la chaîne à godets. Ce qu'il y a de certain, c'est que la sinistre a été purement accidentelle. Toute idée de malveillance doit donc être écartée.

Les dégâts sont très importants. Ils ont été évalués à 200,000 francs environ. Ils sont couverts par des assurances.

Conseil pratique

Avant de se décider à une forte dépense comparée à l'achat d'une corbeille, ou en renseignant ou comparant finalement est toujours Mme Martin qui obtient la préférence. Pas seulement pour la grande différence de prix, mais encore pour la qualité des diamants, la perfection des montures, la variété, le goût, la grâce, l'élégance des modèles. Nos grands artistes de la joaillerie, de la bijouterie et de l'orfèvrerie sont accueillis et encouragés par la maison, 8, rue Halévy, et tiennent à honneur d'en être les zélés collaborateurs.

Jean de Paris.

Mémoire. — Des marins ont retiré de la Seine, hier matin, à la hauteur du quai de l'Hôtel-de-Ville, le cadavre en décomposition d'une femme, âgée de trente ans. Il a été envoyé à la Morgue.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

11^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE : Le P. Didon poursuivi. — 58 CHAMBRE CORRECTIONNELLE : Singuliers collectionneurs.

Le P. Didon était poursuivi, hier, par une jolie femme, en correctionnelle. Pour quel délit ? Oh ! bien peu grave ! Il y a quelques jours, la voiture de l'école Albert-le-Grand, dont l'éminent Dominicain est directeur, passait rue de Valenciennes. Le cheval marchait à une allure assez vive.

La plaignante, Mme Normand, qui se trouvait sur la chaussée, n'eut pas le temps de rejoindre le trottoir et fut renversée. Dans sa chute, elle se fit des blessures légères.

Traduit devant les magistrats de la 11^e Chambre, pour coups et blessures, le

P. Didon a été mis hors de cause, sur conclusions déposées par M^e Graccolot. Le cocher a été condamné à vingt-cinq francs d'amende, avec application de la loi Bérenger.

Tous les goûts sont dans la nature. Il y a des gens qui collectionnent des tableaux, d'autres des sculptures, et d'autres aussi des médailles, de vieilles monnaies ou des timbres-poste.

On ne connaissait pas encore les collectionneurs de boutons de sonnette. Il en existe, cependant, et qui appartiennent au meilleur monde.

C'est ainsi que deux jeunes gens furent surpris, un beau jour, ou plutôt une belle nuit, arrachant des boutons et aussi des plaques d'adresse à la porte d'un magasin. Ils furent arrêtés.

Une perquisition opérée dans leur chambre amena la découverte d'une centaine de ces objets que l'on pourrait difficilement qualifier d'artistiques.

Poursuivis pour vol, ils ont été condamnés à 200 francs d'amende, avec application de la loi de surse.

George Grippon.

LE MONDE RELIGIEUX

M^{re} IRELAND A BRUXELLES

M^{re} Ireland vient de quitter Paris pour se rendre à Bruxelles, où il sera pendant quelques jours l'hôte de M. Storer, le ministre actuel des Etats-Unis en Belgique, qui va très prochainement rejoindre son nouveau poste d'ambassadeur à Madrid.

Ami personnel du président Mac Kintyre, et l'un des personnages les plus en vue de toute l'Amérique, M. Storer a été converti au catholicisme, avec presque toute sa famille, par M^{re} Ireland et M^{re} Keane. C'est assez dire les liens étroits qui unissent ce diplomate à l'illustre archevêque de Saint-Paul. M. Storer est le beau-père du marquis de Chambun, le jeune député républicain catholique de la Lozère.

Les étudiants catholiques de Belgique ont déjà exprimé à M^{re} Ireland, par l'intermédiaire du président de leur Association générale, leur vif désir d'être admis à lui présenter leurs hommages et à entendre son éloquent discours. L'éminent prélat ne résistera certainement pas à ce désir.

En Belgique, comme dans tous les pays civilisés, les catholiques brûlent de manifester à M^{re} Ireland leur admiration et leur reconnaissance pour le dévouement, couronné de succès, avec lequel il s'est efforcé, comme le cardinal Gibbons et les autres grands archevêques des Etats-Unis, de propager dans le nouveau monde la foi chrétienne.

Pendant bien longtemps le catholicisme ne comptait de fidèles, aux Etats-Unis, que parmi les classes les plus pauvres. Il a fait, depuis quelques années, d'importantes recrues, grâce au prestige des Gibbons et des Ireland, parmi les *educated people*, voire parmi les hommes éminents du pays.

Aussi comprend-on aisément la stupeur qui s'empare des catholiques américains en présence de l'hostilité et de l'espèce de rage que déploient contre de tels apôtres certains publicistes religieux d'Europe. N'a-t-on pas vu, ces dernières semaines, soutenir en d'étranges libelles que les Gibbons, les Ireland et les Keane, comme aussi bien leurs amis de France, étaient les complices plus ou moins conscients de la franc-maçonnerie et de... l'Alliance israélite universelle dans une vaste « conjuration » qui tendrait à détruire le christianisme ?

J'imagine, toutefois, que les pamphlets d'un abbé Maignen et les vaudevilles d'un chanoine Delassus ne pèsent guère, pour M^{re} Ireland, au regard de l'accueil enthousiaste que viennent de lui faire, à Paris même, l'élite du clergé, l'aristocratie et le peuple.

L'archevêque de Saint-Paul se rendra, au commencement de juin, en Angleterre, mais auparavant il reviendra à Paris, où il a promis d'assister au Congrès organisé par M. Etienne Lamy en faveur de la liberté d'association.

Julien de Narfon.

Informations

Dans les hôpitaux. — Le concours pour deux places de chirurgien des hôpitaux de Paris s'est terminé hier par la nomination de MM. les docteurs Lannay et Auvray.

Médaille d'honneur. — Nous sommes heureux d'apprendre que le ministre de l'intérieur vient de décerner une médaille d'honneur à Mme Ernestine Goltran, à titre de récompense pour ses longs et dévoués services au Figaro.

Mme Goltran est « pleuse » dans notre journal depuis le 13 novembre 1865.

Aux Galeries de la Charité. — Nous avons annoncé hier la vente organisée au profit de l'asile de petites filles abandonnées créé par Mlle Palla. Immédiatement MM. Pierre de Vasselot, aquariste; la maison Piver, MM. Simon, Pinaud, Lenthéric, Mariani, Désiles, etc., ont envoyé des dons.

Mlle Palla a également reçu de MM. Pierre Véron, 50 francs; Louis Ratisbonne, 15; le prince Roland Bonaparte, 20; Mme Adolphe de Rothschild, 20; Constant Coquilin, 20; Georges Couglin, 20; Mme de Gosselin, 20; MM. Paul Ollendorff, 10; Quentin-Bauchard, 10. La duchesse de Bojano a payé 1,000 francs un petit bouquet de violettes.

D'autre part, nous avons reçu dix francs de Mme Berthe Bernheim avec prière de les faire parvenir à Mlle Palla.

A L'HOTEL DE VILLE

Le bureau du Conseil municipal est chargé d'organiser à l'Hôtel de Ville la réception du commandant Marchand, dès son arrivée à Paris.

M. Breuille, ayant constaté combien il est difficile d'empêcher toute maladie parmi les vaches nourricières mises en stabulation dans l'intérieur de Paris, fait voter la proposition suivante :

L'Administration est invitée à veiller à ce que la population ne soit alimentée que par du lait de vache saine provenant de la traite directe, non mouillé ni écrémé et de bonne composition. M. le directeur de l'Assistance publique est invité à présenter au Conseil un mémoire indiquant les moyens de trouver les ressources nécessaires à la fourniture gratuite de bon lait aux enfants et aux personnes malades assistées par les bureaux de bienfaisance.

M. Clairin sollicite un refuge qui serait placé au carrefour de la rue de Turin et des Batignolles, où se sont produits de nombreux accidents.

Les conseillers ont félicité chaleureusement hier leur collègue, M. Roger Lambelin, ancien officier de marine, qui, pour ses services antérieurs, vient d'être nommé, à la demande de M. Lockroy, chevalier de la Légion d'honneur.

La rue de Chailloy va être élargie.

La session est close.

Celle du Conseil général s'ouvrira le mercredi 31 mai. Les séances publiques du conseil municipal ne recommenceront que le jeudi 2 juin.

Henri Hamois.

LA PRINCESSE DE GALLES EN CORSE

Nous avons annoncé hier l'arrivée de la princesse de Galles en Corse, et l'excellente impression que lui avait causée ce beau pays où elle se propose de revenir l'hiver prochain.

Notre correspondant nous télégraphie qu'après avoir visité les environs d'Alajaccio, qui l'ont absolument enthousiasmée, l'auguste voyageuse a voulu consacrer la seconde journée de son séjour aux souvenirs qui se rattachent à la naissance de Napoléon 1^{er}.

La princesse de Galles, accompagnée de la princesse Victoria, de la princesse de Danemark, du général Clark, son aide de camp, d'une dame d'honneur et de plusieurs officiers de sa suite, est descendue à terre et a été reçue par un commissaire spécial qu'avait délégué le préfet de la Corse.

La princesse et sa suite ont visité la maison de Bonaparte. Dans la chambre de Mme Letizia, la princesse, très émue, a demandé de longs renseignements au gardien, s'intéressant aux détails qui lui étaient donnés sur les divers objets de la maison historique.

La princesse s'est ensuite rendue à la cathédrale, puis au musée, où elle s'est arrêtée devant la vitrine des souvenirs napoléoniens.

Après avoir admiré la statue du cardinal Fesch, qui orne la cour du collège communal, les visiteurs se sont rendus à la chapelle impériale.

La princesse a fait ensuite une promenade en rade, à bord d'une chaloupe, admirant le séduisant tableau qu'elle avait sous les yeux. Plusieurs gerbes de fleurs lui ont été offertes par les membres de la colonie anglaise et par le chancelier Murray. La princesse a exprimé ses regrets de ne pouvoir faire un plus long séjour à Ajaccio. Elle est partie, à sept heures cinquante, à destination de Marseille, d'où elle se dirigera ensuite sur Londres.

La population d'Alajaccio, ravie de l'enthousiasme que la princesse de Galles a manifesté pour la Corse, lui a fait un accueil des plus empressés et des plus respectueux sympathiques dont l'auguste voyageuse s'est montrée vivement touchée.

Cyrnos.

Figaro à la Bourse

Samedi 20 mai.

C'est aujourd'hui samedi, et un samedi que deux jours de chômage vont suivre. Ajoutez qu'on a déjà vu sur le marché de la Bourse pendant toute la semaine. Ajoutez encore que le Stock Exchange n'a pas fonctionné, et que nous avons été privés de ce chef d'un contingent d'affaires assez important. Il y avait dans tout cela trois raisons pour une d'activer les réalisations qui sont d'usage en fin de semaine. Et on a réalisé avec d'autant plus de plaisir que le temps n'était pas trop mauvais, en sorte que les boursiers qui l'ont pu se sont empressés de prendre les trains de l'après-midi pour s'enfuir vers des arbres un peu plus champêtres que ceux qui décoraient le jardin de la Bourse.

Mais la séance a été bonne tout de même, et les réalisateurs ont généralement trouvé à qui parler; et leurs offres, la plupart du temps, ont été absorbées en moins de rien. Il en résulte que les dépréciations de cours, quand il y en a, ont tout au plus l'importance d'un léger tassement. Et il n'y en a pas toujours, des dépréciations. Il y a même, sur quelques valeurs, de nouvelles plus-values, et parfois très importantes. La *Sanvictor*, comme toujours sous l'influence d'une espèce d'accès de fièvre chaude, gagne encore 40 francs à 2,699. Le *Rio-Tinto* monte de 14 francs à 1,275 après 1,268 et 1,278. Le *Gaz* bondit de 1,292 à 1,320, poussé par de fortes demandes au comptant. Enfin l'*Extérieure* est en nouveau progrès de 70 centimes à 68 50. A un moment, on a même approché de 67 francs !

Mais dame ! en dehors de ces valeurs-là, on n'a pas été très-actif. Nos rentes en particulier — elles avaient bien débuté, pourtant — sont de plus en plus mornes et lourdes. Le 3 0/0 perd 10 centimes à 102 35, le 3 1/2 0/0 5 centimes à 102 87, ce dernier gagne 10 centimes au comptant.

L'*Italian* à 93 35 après 96 40, le 4 0/0 brésilien à 68 25, le 5 0/0 à 76 85, le *Turc C* à 27 42 ont fléchi de quelques paires de centimes; quand cela atteint le décime, c'est tout le bout du monde. Les 3 0/0 russes gagnent 15 centimes, le 1891 à 93 10, le 1896 à 93. Les *Bons cubains*, qui se ressentent naturellement du voisinage de l'*Extérieure*, avancent encore de 1 à 5 francs, le 5 0/0 à 250, le 6 0/0 à 288.

Chemins de fer français complètement dénués d'affaires; les chemins étrangers sont assez fermes; ceux d'Espagne reprennent tout doucement leur mouvement ascensionnel. Le *Suez* est invariable à 3,780. Les *Voltures* perdent 40 fr. à 640, et restent au comptant à 635. La *Thomson-Houston* est ferme à 1,615, ainsi que l'*Journal-Volga* à 717, la *De Beers* à 780 et les *Tramways de Tours* à 132 50.

Sur les établissements de crédit, aucune variation à signaler, en dehors d'une plus-value de 7 fr. pour le *Crédit lyonnais* à 977. La *Banque de Paris* est à 1,152, le *Crédit foncier* à 737, la *Société générale* à 698, la *Banque spéciale des valeurs industrielles* à 234, la *Rente foncière* à 440; l'assemblée des actionnaires de cette dernière aura lieu très prochainement, et les intéressés auront lieu d'être satisfaits des résultats du dernier exercice.

MINES D'OR

La place de Paris, livrée à elle-même hier, puisque le Stock-Exchange de Londres a, vendredi soir, fermé ses portes jusqu'à mardi, — montré combien ses dispositions sont bonnes. Toute notre cote des mines est haute, et sur plusieurs valeurs, les plus-values sont importantes.

Tout d'abord, la *Goldenhuis Deep* a continué son mouvement de hausse en gagnant encore 7 francs à 298 francs. Nos lecteurs trouveront, dans le numéro de demain lundi, une étude spéciale consacrée à cette Compagnie, et sur laquelle nous appelons leur attention.

A côté de la *Goldenhuis Deep*, la *Village Main Reef* a également pris une belle avance à 244 fr. 50. C'est aussi l'un des valeurs que nous avons citées hier, et que nous recommandons de mettre en portefeuille en vue de dividendes très rémunérateurs et de cours sensiblement plus élevés.

Il ne faut pas non plus négliger la *Treasury* qui, à 455 francs, constitue un excellent placement. De même, la *May Consolidated*, à 147 francs, offre encore une belle marge de hausse.

A signaler encore la plus-value de la *Rand Mines* qui s'élève à 1,102 francs, sur des achats suivis.

Bref, on se sépare pour deux jours dans des conditions excellentes qui nous promettent une bonne semaine après les fêtes.

Henry Dupont.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 20 Mai

La tempête

QUIMPER. — La tempête qui règne sur nos côtes ne diminue pas de violence. Le vent est froid et souffle toujours par rafales. Les grains sont fréquents. La navigation est impossible pour les bateaux de pêche.

Contre la loi sur les accidents du travail

CAEN. — Deux mille commerçants et ouvriers, réunis hier soir au Cirque, ont voté, après une conférence de M. Bernard, avocat, un ordre du jour demandant l'abandon de la loi sur les accidents jusqu'à trois mois après la promulgation des tarifs de la Caisse nationale des assurances en cas d'accidents.

GRENOBLE. — Grâce aux sévères mesures qui avaient été prises, la soirée d'hier et celle d'aujourd'hui ont été parfaitement calmes. La ville a repris sa physionomie habituelle.

A la suite d'une conférence provoquée par la municipalité, les autorités militaires ont décommandé au dernier moment la retraite aux flambeaux habituelle et une réception qui devait avoir lieu au cercle des officiers. On signalait dans le voisinage du cercle la présence des principaux meneurs socialistes. Cette mesure a quelque peu étonné la population.

SAINT-DONAT (Drôme). — Une chaudière de la fabrique de savons Morin-Chapre et Cie a fait explosion, entraînant un hangar sous lequel on renfermait des machines et tuant M. Morin, qui a eu la tête littéralement broyée.

Près de la fabrique se trouve l'école d'asile. Fort heureusement, presque tous les enfants étaient partis au moment où s'est produit l'accident. Seule, une fillette a reçu quelques légères blessures.

M. Morin, qui était âgé de quarante-cinq ans, était marié et père de famille.

Moribond suicidé

BORDEAUX. — Une jeune fille de dix-neuf ans, Mlle Berthe S..., s'est donnée la mort dans des conditions particulièrement horribles.

Son père lui ayant fait des observations au sujet de sa conduite, Mlle Berthe S... s'est réfugiée dans un petit réduit servant de débarras, a imbibé de pétrole ses cheveux et ses vêtements et, avec une allumette, s'est enflammée elle-même.

Son père s'est précipité sur elle pour éteindre le feu; mais il s'est grièvement brûlé les mains. Lorsqu'on est arrivé avec cris de M. S..., la jeune fille était carbonisée.

Les enfants martyrs

PAU. — Mme Mautalen, femme d'un fonctionnaire de la ville, a été arrêtée pour mauvais traitements infligés à son enfant, un petit garçon de deux ans.

Pourquoi M. Mougeot n'est pas venu à Marseille

MARSEILLE. — On avait annoncé à grand fracas que M. Flaissières, maire de Marseille, avait obtenu de M. Mougeot, sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes, l'assistance à l'inauguration d'une ligne de tramways électriques.

Après un banquet démocratique, une grande réception ouverte devait avoir lieu à l'hôtel de ville où M. Mougeot aurait reçu les petites célébrités politiques locales et les délégués des syndicats ouvriers.

Or, depuis huit jours, la grève des ouvriers maçons, menuisiers, mineurs et terrassiers battait son plein, avec la protection et les encouragements non dissimulés de M. Flaissières.

La veille du jour où devait avoir lieu l'arrivée de M. Mougeot, une dépêche laconique annonçait que, à cause de la maladie de sa mère, M. Mougeot ne pourrait pas se rendre à Marseille.

La vérité est que M. Flaissières avait projeté de faire recevoir par le sous-secrétaire d'Etat une délégation des ouvriers grévistes et de mettre ainsi le représentant du gouvernement dans une posture assez délicate.

Mis au courant par M. Floret, préfet des Bouches-du-Rhône, des motifs des dessins du maire, M. Mougeot s'est abstenu.

On s'accorde à trouver qu'il a bien fait.

TOULON. — Le croiseur *Cosmao* a quitté la rade de Toulon ce soir à cinq heures et a fait route pour Beyrouth et Constantinople où il doit remplacer l'*Aviso La Bombe* comme stationnaire.

M. Lutaud et les antisémites

ALGER. — Les bruits les plus extravagants avaient couru hier à Alger. A tous les coins de rue on annonçait comme un fait accompli le rappel de M. Lutaud, préfet d'Alger, sa suspension, voire sa révocation. Fous désirs, hélas ! irréalisés ! Tout se réduisait aux fantaisies de mauvais informateurs.

Jusqu'à la dernière minute on assurait que M. Lutaud prenait aujourd'hui le paquebot pour la France.

Or, vers midi, M. Lutaud ne songeait nullement à préparer ses valises. Place du gouvernement, dans un groupe de personnalités, il expliquait son cas avec beaucoup de verve et de bonhomie.

Mais je ne pars pas du tout; je n'ai jamais songé à partir. Peut-être ferais-je un voyage dans l'intérieur d'ici quelques jours.

On apprend que le bruit a pris naissance au Tribunal correctionnel où l'avocat d'un prévenu politique en avait usé dans l'intérêt des respectables. La cause. Le préfet a usé beaucoup de tous ces potins. Il y trouve une indication de l'état d'âme algérien et j'obtiens de lui, dans le courant de la conversation, cette déclaration qui, pour n'avoir aucun caractère officiel, n'en est pas moins d'une pittoresque valeur :

« On ne saurait se faire une idée de l'extrême mentalité d'expansion du peuple d'Alger. Il a le caractère d'un enfant. Les Arabes sont de grands enfants... »

Cette phrase est soulignée par un sourire d'une impitoyable sérénité. Là-dessus, M. le préfet s'en va, non pas en France, mais tranquillement déjeuner. Il se confirme malheureusement tous les jours, qu'on devient très Parisien à Alger. Côté des farceurs.

A la recherche d'Andrée

STOCKHOLM. — Le bateau à vapeur *Antarctic*, ayant à bord l'expédition dirigée par le professeur Nathorst, qui se rend à l'étoile orientale du Groenland pour rechercher le docteur Andrée, a quitté ce matin Stockholm.

Le professeur Nordenskiöld et un grand nombre d'autres notabilités de la science assistaient au départ du navire.

Les avaries de la « Bretagne »

NEW-YORK. — Les avaries de la *Barberousse* dans sa collision avec la *Bretagne* sont légères.

L'opinion du commissaire de la *Bretagne* paraît exagérée; la voie d'eau s'étend de l'en-

trepont jusqu'au-dessous de la ligne de flottaison, elle n'aurait que quelques pouces, un pied au plus, de longueur.

Suivant d'autres versions, la plus grosse avarie se trouverait entre les ponts où il y aurait un trou de six pieds de largeur.

ARGUS.

LES THÉÂTRES

Théâtre Sarah-Bernhardt : *Hamlet*, traduction en prose de MM. Eugène Morand et Marcel Schwob.

Il ne m'est pas possible, à l'heure avancée où prend fin la représentation d'*Hamlet*, d'essayer de dire l'histoire de ce chef-d'œuvre ou d'en pénétrer les dessous philosophiques, choses que je tenterai — après bien d'autres et en m'inspirant souvent d'eux — dans un travail réservé aux lecteurs du prochain supplément du *Figaro*. Je ne puis parler aujourd'hui que de la traduction nouvelle de MM. Morand et Schwob et de l'interprétation. Mais, avant de le faire, c'est une joie pour moi de constater le succès, poussé par instants à l'enthousiasme, qu'a obtenu Mme Sarah Bernhardt dans le rôle d'*Hamlet*.

</

